

PROGRAMME
D'ACTION

2

- Garantir un minimum vital, et non pas créer des pièges à pauvreté
- Soutenir la plantation d'arbres hors des forêts
- Réduire le fardeau des règlements et les rendre plus abordables pour les pauvres
- Réduire les obligations inéquitables en matière de gestion forestière



Réduire la
vulnérabilité



RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ

Garantir un minimum vital, et non pas créer des pièges à pauvreté

Dans des situations de pauvreté persistante, les produits forestiers peuvent aider les gens à affronter les moments difficiles. Pour les communautés totalement démunies, l'accès aux ressources forestières fait fonction de réserve vitale - amortissant le risque agricole et réduisant la vulnérabilité. Les indigents ont un accès plus limité aux opportunités qu'offre le marché ou aux initiatives de foresterie participative. Ils ont besoin, avant tout, de mesures qui protègent leur accès aux ressources dans un contexte de privatisation et de libéralisation du commerce, et de mesures qui ne les enferment pas dans une dépendance à l'égard des forêts.

Soutenir la plantation d'arbres hors des forêts

Les plantations d'arbres sur les terres agricoles ou à leurs abords peuvent offrir une occasion importante pour les pauvres de satisfaire leurs besoins de subsistance et d'accroître leurs revenus. L'ampleur et les effets du programme de foresterie rurale de l'Inde montrent bien l'importance de la plantation d'arbres dans la réduction de la pauvreté.

Réduire le fardeau des règlements et les rendre plus abordables pour les pauvres

Les règlements qui régissent l'utilisation des forêts par les pauvres sont souvent excessifs et incohérents - par exemple, l'imposition d'interdictions de coupe du bois d'œuvre pour les forêts communautaires mais non pas pour les concessions. L'accès des pauvres aux ressources forestières souffre d'un excès de réglementations, alors que les intérêts plus puissants peuvent échapper à tout contrôle, ce qui affaiblit l'autorité et la légitimité de la loi. Lorsque les pauvres peuvent contribuer de façon significative à la définition des règlements, ils prennent, en général, soin de les adapter pour satisfaire leurs exigences et veiller à leur application.

Les règlements dépassent souvent largement la capacité des gouvernements chargés de les faire appliquer - les gouvernements du monde entier perdent chaque année 5 milliards de dollars EU, car ils sont incapables de recouvrer les taxes dues par les concessions forestières, tandis que 10 autres milliards sont perdus à cause de la coupe illégale des forêts.

LES RÈGLEMENTS FAVORISENT LES MOYENS D'EXISTENCE ET LES FORÊTS LORSQU'ON ACCORDE AUX PAUVRES DES DROITS DONT CELUI DE CONTRÔLE

Au Niger, où des marchés ruraux du bois de feu ont été créés, les villageois ont pris en main la récolte et le commerce du bois grâce à une série de règlements mis au point avec leur concours, qui prévoient un plus juste équilibre des droits, des responsabilités et des recettes pour les villageois et pour le gouvernement. Les deux parties bénéficient en plus de revenus supplémentaires tirés d'un relèvement des prix.

Les règlements doivent veiller davantage à réduire les excès des puissants plutôt qu'à limiter les pauvres dans l'utilisation des ressources forestières.

Réduire les obligations inéquitables en matière de gestion forestière

La demande de plans de gestion forestière trop détaillés crée des contraintes pour les communautés s'efforçant d'acquiescer des droits commerciaux sur les zones forestières. Les Etats devraient simplifier les critères de

planification et de surveillance pour les petits exploitants forestiers.

Comme le montrent des pays tels que la Gambie, une planification, une utilisation et un suivi efficaces peuvent se fonder sur des directives claires et ne nécessitent pas de plans de gestion élaborés.

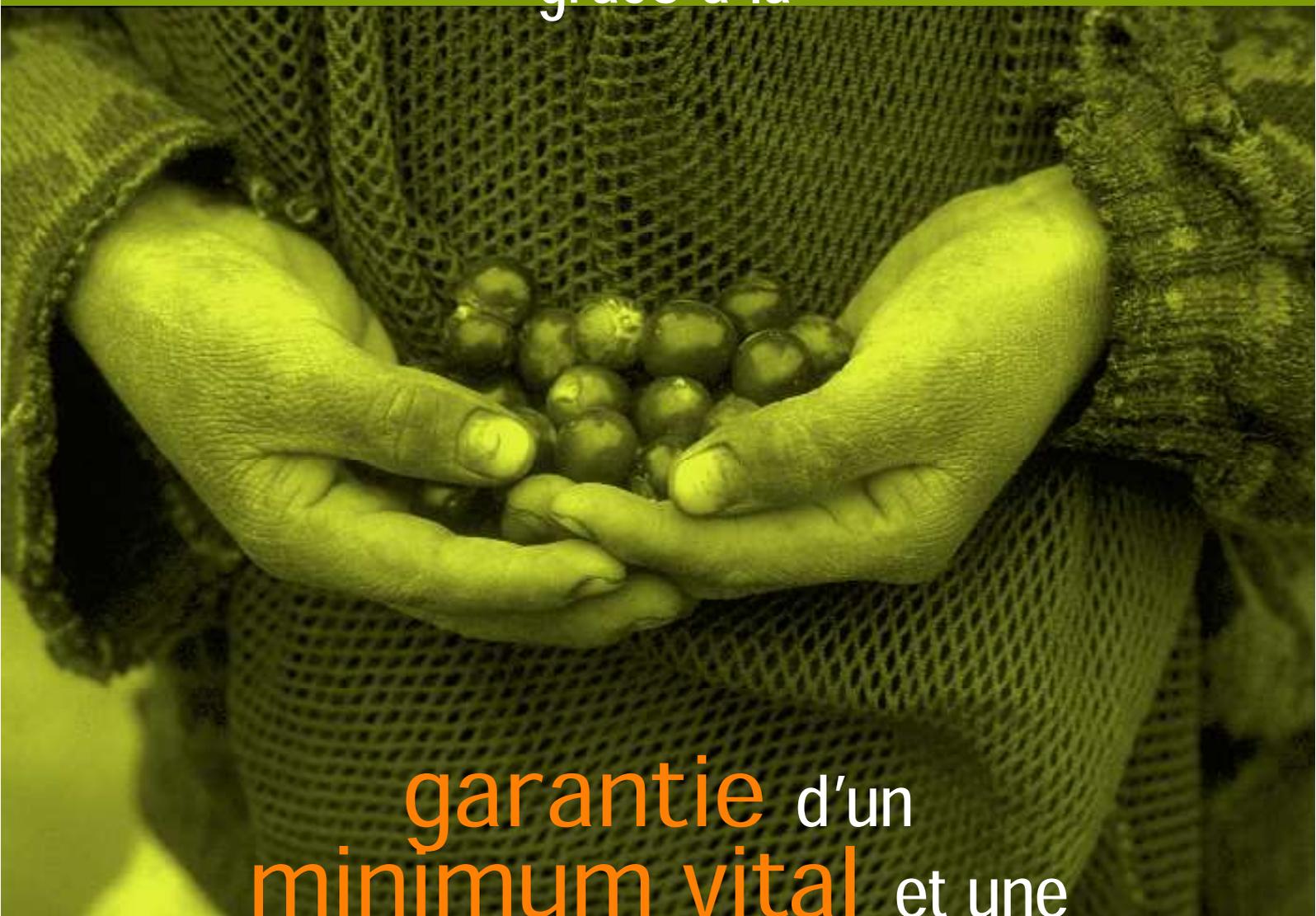
POUR DES PROFITS FORESTIERS LICITES ET ÉQUITABLES

À la Conférence ministérielle d'Asie de l'Est sur les lois et la gouvernance forestières tenue en septembre 2001, un engagement international sans précédent a été pris pour combattre la coupe illégale et tout autre crime en matière d'aménagement forestier. Le cas de l'Indonésie a été soulevé: incapacité du gouvernement de recouvrer 600 millions de dollars EU par an de royalties, de fonds de reboisement et de paiements de taxes d'exportation. Cette somme représente quatre fois les dépenses publiques totales dans le secteur forestier, et environ trois quarts du budget de l'éducation.

EAU, FORÊTS ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La consommation mondiale d'eau douce double tous les 20 ans - soit deux fois plus vite que la croissance démographique. Les bassins versants forestiers influencent le cycle local de l'eau et améliorent sa qualité, mais les besoins des pauvres en milieu rural sont de plus en plus menacés par les demandes d'eau provenant de l'extérieur. En Inde, de nombreux villages ont créé des collectifs pour aménager leurs bassins hydrographiques et négocier avec les usagers en aval.

Réduire la vulnérabilité
grâce à la



garantie d'un
minimum vital et une

responsabilisation politique.